

OSER NOMMER L'ENNEMI
Terrorisme, oser nommer l'ennemi
Le Figaro Janvier 2016 - Chantal Delsol

Devant l'ampleur des dégâts humains et la certitude que le terrorisme ne s'arrêtera pas là, nous avons fini par reconnaître que nous sommes en guerre.

Cependant, sachant désormais que nous avons un ennemi, nous refusons de le définir. Dans son discours du 16 novembre dernier à Versailles, le Président de la République a insisté pour dire que s'il s'agit bien d'une guerre, « nous ne sommes pas engagés dans une guerre de civilisation, parce que ces assassins n'en représentent aucune ».

Qui sont donc ces gens sans civilisation ?

On se souvient du livre de Huntington sur la guerre des civilisations, qui a été en France considéré comme diabolique, au point que pendant des années tout discours d'un gouvernant se devait de commencer par « je récuse la guerre des civilisations ». Il faut dire que l'ouvrage, une sorte de sous-Toynbee, était bien simpliste et l'analyse improbable, mais là n'est pas la question. Son accueil plus qu'agressif traduisait bien une certitude de l'opinion dominante française : il est impossible de penser qu'il pourrait y avoir des combats entre civilisations, parce qu'il n'y en a qu'une seule, celle des droits de l'homme. Si dans certains points du globe on ne nous ressemble pas, nous croyons que c'est parce qu'on ne nous ressemble pas encore... Tous sont voués à nous imiter – à nous d'aider les autres à nous rejoindre ! Et ceux qui nous récusent ouvertement sont des barbares, c'est à dire des gens sortis de l'humanité, des gens sans civilisation.

C'est une atteinte au progrès que de définir un ennemi, parce que le monde humain devrait être enfin devenu un monde d'entente et de mélanges, où toutes les cultures pour n'être pas entièrement semblables se réunissent néanmoins autour de quelques certitudes bien partageables : la liberté individuelle et la passion matérialiste. S'il existe un ennemi (comment ne pas le reconnaître devant les tueries récentes ?), il n'a donc pas de définition. C'est un barbare néantisé. Tout raisonnement manichéen est dangereux. Si ces terroristes ne sont QUE barbares, sans civilisation, alors nous sommes parfaits. Si l'absolu est de mon côté, que reste-t-il pour les autres ?

La barbarie n'est pas une nature, mais un excès – et c'est toujours l'excès de quelque chose. Nul n'est barbare par essence, on l'est toujours par dérive, même si de très grandes barbaries peuvent paraître au-delà de toutes les dérives – même Hitler n'est pas le diable en personne, quoiqu'ont trop cru nos contemporains. L'absolu n'existe pas dans notre monde. D'ailleurs la barbarie ne vient pas seulement chez un peuple trop arrimé, par fanatisme des certitudes – elle vient aussi chez des peuples désarrimés, par égarement, ce que Vico appelait laboria. Nous aussi sommes capables de barbarie !

Nous craignons tellement de stigmatiser l'islam (PADAMALGAM !) qu'il nous faut absolument inventer cet ennemi sans définition, ce pur barbare, ce satan absolu, sorti du monde pour qu'il ne souille personne – en l'occurrence, pour qu'il ne souille pas l'islam. Cet escamotage risque seulement de nous jouer de mauvais tours. Quand un pays est en guerre, ce n'est jamais contre LE Mal, mais contre une adversité – et celle-ci est repérable, descriptible, enracinée quelque part – ici, dans l'islam, d'où il faut la comprendre.

Les discours de Ben Laden étaient bien depuis l'origine l'annonce d'une guerre de civilisation : une culture communautaire, holiste, religieuse, s'élève contre une culture individualiste, sécularisée, qui prône la liberté et l'égalité des droits.

Nous devrions être capables d'imaginer des civilisations, des cultures, fondées sur des référents différents des nôtres, et cependant viables, c'est à dire menant une vie humaine. Il suffit de lire les textes de Lee Kuan Yew pour comprendre qu'une culture holiste, privée de nos droits de l'homme, politiquement autoritaire, mérite le nom de civilisation, même si nous n'avons pas envie d'y vivre.

Si nous ne tentons pas de comprendre comment le terrorisme islamiste provient de la religion musulmane, si nous nous contentons de le traiter de barbarie diabolique sans vouloir la rattacher à rien ni identifier la menace, nous perdons alors toute possibilité d'y répondre.

Il faut ajouter (on en montrerait facilement le mécanisme) qu'à l'indétermination de l'ennemi répond notre propre indétermination : nous serions définis en tout et pour tout par le droit de blasphémer et par le Gai Paris – mais croit-on vraiment que nous allons nous battre pour cela ? Choses importantes l'une et l'autre, certes ! Mais ce ne sont pas des finalités. Juste des résultats, précieux, mais non fondamentaux. Ce qui est fondamental, ce pour quoi nous avons envie de nous battre, ce sont les racines qui font exister le droit au blasphème et le gai Paris : la liberté et la responsabilité personnelles de tous les individus adultes, hommes et femmes. Nous ne nous battons pas contre une barbarie abstraite, un néant inventé, juste parce qu'on voudrait nous empêcher de rire et de chanter. Mais pour une civilisation singulière, celle de la liberté personnelle, que justement on ne défend pas ailleurs.

L'AFFAIRE KAMEL DAOUD

Chantal Delsol Figaro du Mardi 23 février 2016

L'affaire Kamel Daoud est révélatrice d'un choix français : la volonté profonde et consciente de ne pas regarder l'islam tel qu'il est.

Ce journaliste et écrivain algérien a analysé les agressions sexuelles de Cologne au regard de sa connaissance de la religion musulmane, culture dont il est l'héritier. Il décrit l'image de la femme et ses conséquences, et finalement ce qu'il appelle « la misère sexuelle du monde arabe » qui permet d'expliquer ce qui s'est passé en Allemagne au dernier nouvel an. Il renvoie dos à dos, avec honnêteté, l'angélisme de la gauche et la diabolisation de la droite.

Bien sûr on peut certainement discuter certaines affirmations historiques ou sociologiques de Kamel Daoud, ce que nous laissons aux connaisseurs de l'islam. Mais devant son texte, aucune réaction de ce genre : pas d'arguments – seulement des injures. Malheur à lui, d'avoir analysé les tabous sexuels en terre d'islam. Aussitôt le voilà vilipendé, avec la hargne et l'aigreur habituelles de nos médias quand ils veulent se débarrasser d'un adversaire : on le décrit comme un « humaniste autoproclamé » qui débite « une série de lieux communs navrants » (Le Monde du 11 février). L'affaire va loin, puisque devenu un mal-pensant et subissant l'ostracisme, il annonce qu'il arrête le journalisme.

Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver (Hanns Johst). Aujourd'hui : Quand j'entends parler de différenciations culturelles, je sors mes calomnies

jusqu'à la mort médiatique de l'insolent. L'éloge des différences ne vaut que pour le superficiel : la couleur de la peau, la cuisine et le folklore ; mais la police de la pensée hait et interdit l'idée de cultures plurielles. Il y a une seule culture, universelle (en fait la nôtre, celle des droits de l'homme). Ainsi, il est impossible de croire qu'un comportement puisse provenir d'une culture spécifique : arguer d'une influence culturelle, ce serait aussitôt enfermer et essentialiser.

Ce que nous avons ici devant les yeux, c'est l'idéologie de l'indifférenciation culturelle, qu'il faut adopter, faute de se voir exclu du monde commun :

1 Le comportement des individus ne serait jamais lié aux cultures, mais seulement aux situations et circonstances matérielles. S'il y a eu des agressions sexuelles en Allemagne, elles devraient être décrites comme le résultat de situations économiques et sociales, et jamais comme des comportements culturels.

2 Par conséquent, tous les citoyens du monde seraient interchangeables : mettez un Afghan à la place d'un Allemand, il se conduira de la même manière pour peu qu'on lui offre la même situation économique.

3 Dire que les femmes sont davantage maltraitées en pays musulman qu'en Occident, serait faux, puisque certaines femmes sont maltraitées aussi en Occident. Autrement dit, on assimile constamment la maltraitance légitimée (« tu peux battre ta femme ») et la maltraitance criminalisée (le mari violent encourt la prison) ; ce qui est d'une malhonnêteté crasse.

Il est interdit de dire la vérité sur l'islam. De même quand nous étions étudiants, il fallait constamment affirmer, faute de se voir injurié de partout, que les livres de Soljenytsine étaient écrits par la CIA. Comme la réalité est acariâtre, et douloureuse ! Mieux vaut la mettre au ban : décrire la culture musulmane est aussitôt traduit en détestation – « islamophobie », voir « racisme ». L'islam est un tabou puissant à l'époque où l'on nous demande constamment de « faire tomber tous les tabous qui restent »... En parler est subversif, à ce point que nombre d'entre nous ont peur d'en parler.

Kamel Daoud tire de ses affirmations des conséquences qu'on a du mal à juger critiquables : nous devons accueillir les réfugiés et en même temps les éduquer. Mais lorsqu'il écrit que nous devons « offrir l'asile au corps mais aussi convaincre l'âme de changer », il déclenche un délire d'imprécations : c'est colonialiste, et donc anti-humaniste, de vouloir les convaincre de changer de comportement... Je tiens que nos imprécateurs savent très bien de quoi il retourne. Ils savent parfaitement que Kamel Daoud affirme des réalités séculaires. Ils savent parfaitement que la solution à la fois la plus morale et la plus réaliste consiste à « convaincre l'âme de changer ». Mais voilà : ils sont pris dans les rets de l'idéologie de l'indifférenciation.

Absolument extraordinaire est le tir de barrage injurieux et malfaisant qui reçoit TOUTE parole sur la culture musulmane, sauf si on la décrit comme une copie fidèle de l'Occident, c'est à dire comme une non-culture, autrement dit, si on ne la décrit pas. Ce qui indique le profond malaise d'une partie de nos élites, confrontées à une contradiction insurmontable : il est impossible moralement d'accepter le comportement de l'islam notamment vis à vis des femmes – et en même temps il est impossible idéologiquement d'assumer les différences culturelles. Une seule solution reste, celle de l'assiégé : mettre à mort médiatiquement quiconque ose exhiber la contradiction.

Comme on sait, la situation de l'assiégé est toujours caduque. La réalité interdite et injuriée finit toujours par éclater comme une bombe, faisant beaucoup plus de dégâts que si on l'avait assumé avec maturité.

PLAIDOYER POUR LA DÉCENCE

Chantal Delsol, philosophe, membre de l'Institut
(Académie des sciences morales et politiques) le 13/01/2015

Dans son roman d'anticipation de moins en moins irréel au fur et à mesure que les actualités se dévoilent, Michel Houellebecq annonce, devant la prise de pouvoir d'un islam radical, la montée d'un parti collaborationniste. Ce n'est cependant pas par esprit de collaboration que j'ai envie de prendre le parti des musulmans de France. Mais j'ai le sentiment que nous faisons tout pour attiser la haine contre nous, et pour que se lèvent demain des cohortes supplémentaires de terroristes. Ce n'est pas – contrairement à ce que l'on a cru et dit sur l'air des lampions – le chômage et la tristesse des banlieues qui fabriquent la révolte – au moins cela ne suffit pas. C'est bien davantage l'ironie avec laquelle on les traite, le peu de sérieux qu'on leur consent, la moquerie face à ce qu'ils vénèrent.

Si je suis en deuil avec les familles des victimes, pleinement solidaire, néanmoins je refuse (même si toute la bien-pensance m'y oblige) d'applaudir aux caricatures de Mohammed, qui ont été à l'origine de ce drame.

Naturellement je me réjouis et me félicite que la France, pays démocratique, défende la liberté de penser, de parler et d'écrire. Que cela continue ! Voir des stylos brandis partout est réjouissant. Que nous confisquerait-on en cas de gouvernement intégriste ou dictatorial : le stylo.

Et cependant la liberté de penser et d'écrire, comme toute liberté d'ailleurs, enclenche des devoirs sans nombre. Quand on n'a le droit de rien faire, on a moins d'occasions de commettre des fautes. Quand tout est permis, il faut se contraindre soi-même. C'est précisément ce que les caricaturistes de Mohammed ne comprennent pas. Ils pensent que tout leur est permis tant que la loi ne vient pas leur mettre la main au collet. Autrement dit, ce qui est légal est moral. Mais il n'en va pas ainsi. La liberté d'écrire, quand elle est totale comme chez nous, exige de chacun qu'il respecte l'environnement humain et social, autrement dit : qu'il dessine d'abord ses propres limites. Car les limites ne sont pas seulement extérieures, mais d'abord intérieures. Cela s'appelle : la décence.

Nous avons sur notre sol un très grand nombre de musulmans, non pas seulement de culture musulmane, mais véritablement croyants et pratiquants, éduquant leurs enfants dans cette culture et cette foi. C'est nous qui les avons fait venir, après les avoir colonisés (c'est-à-dire après avoir tout fait pour que, parlant notre langue, ils ne puissent se réfugier que chez nous). Autrement dit, nous sommes responsables d'eux. La première exigence vis-à-vis d'eux est le respect, et primordialement, le respect de ce qu'ils sont susceptibles ou non de supporter en matière de dérision.

Bien entendu, Mohammed n'est pas le seul à être insulté. L'ensemble du sacré chrétien est depuis longtemps passé à la moulinette du mépris, on a vu des christes couverts de crachats et dans toutes les positions, des groupes viennent dans nos églises profaner nos symboles les plus sacrés. Et les chrétiens ne

bougent pas, se tiennent silencieux et impassibles, s'empressent de dire qu'ils aiment ceux qui les persécutent, et font sonner le glas l'autre jour à midi pour les victimes qui les ont insultés (nous pouvons être heureux et fiers que le glas ait été sonné). Oui, seulement les chrétiens sont fort heureusement des gens civilisés (ils ont mis quelques siècles à le devenir), et des gens du pardon, pas des gens de la vengeance. C'est bien pourquoi d'ailleurs les Femen ont compris qu'elles avaient intérêt à accomplir leurs singeries dans les églises et pas dans les mosquées.

Les musulmans sont ce qu'ils sont. Ils sont le plus souvent français, ils appartiennent à la République, ils sont nos compatriotes, mais ils sont différents de nous par toutes sortes de coutumes et de croyances. Il s'agit juste d'en tenir compte et de ne pas exiger qu'ils rient aux mêmes blagues que nous, surtout si cette exigence touche pour eux l'essentiel.

Mais notre attitude vis-à-vis de l'islam est à contre-emploi. Nous récusons la vérité, et nous jetons la dérision.

Nous récusons la vérité de l'islam, par démagogie : il est de bon ton de dire que l'islam est tolérant, ce qui est tout à fait faux. On ne se réfère qu'à l'islam des Lumières, épisode si limité dans l'histoire qu'on peine à le retrouver sous le fatras des violences. Il est de bon ton de taire les petites filles mariées de force. De prétendre que l'islam et la démocratie ne sont aucunement contraires. De faire force simagrées intellectuelles pour nous mettre à leur niveau – j'ai entendu une fois un intellectuel français dire à des étudiants musulmans dans un amphi que nous aussi, chrétiens, avons cru autrefois que les Testaments étaient écrits par Dieu... « histoire de les rassurer », m'a-t-il dit, à peine gêné, quand je lui reprochai son mensonge. À leur propos, nous mentons sur toute la ligne, c'est-à-dire que nous nous mentons à nous-mêmes.

Et par ailleurs, nous jetons sur eux la dérision. Ce sont les caricatures. Nous utilisons finalement l'unique moyen que possède la modernité tardive pour assurer son empire : le sarcasme, le persiflage.

On a toutes bonnes raisons de penser que ces méthodes mènent à l'abîme. Tout droit. Nos journalistes se jettent sur les imams et leur imposent de dire que oui, on a bien le droit de caricaturer Mohammed. Les imams approuvent, bien entendu : ils n'ont rien à voir avec les tueurs et n'ont pas envie de paraître les approuver. Mais ce faisant, ils lèvent derrière leurs pas des armées supplémentaires de jeunes musulmans honteux et furieux. Au lieu du mensonge et de la dérision, il faudrait à la fois la vérité et le respect. La loi nous permet de tout dire. Mais, pour paraphraser Tocqueville, la décence nous interdit de tout oser.

Chantal Delsol, philosophe, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques) (1)

(1) À paraître le 22 janvier, *Le Populisme et les demeurés de l'Histoire*, Éd. du Rocher.